

Pour s'affirmer un métier comme les autres, les travailleurs sociaux sont donc conduits à rejeter avec force le bénévolat. Mais leur position par rapport à la grève et leur volonté d'insister sur les particularités de leur métier fait apparaître de multiples réserves, pour ne pas dire de multiples contradictions.

En ce qui concerne la grève, si quelques-uns de nos correspondants se prononcent vigoureusement en sa faveur, la plupart ne l'envisagent qu'en multipliant les réserves de tous ordres :

La mystification du travail social, les optiques des associations ont conditionné et conditionnent encore les travailleurs sociaux. Ces derniers travaillent pour les autres et non pour de l'argent. Les associations embauchent à des salaires souvent fantaisistes et bas, les subventions sont rares et comptées ; les dons faibles. L'idéal est proposé comme raison d'acceptation.

« Comment, vous êtes au service des autres, vous militez, vous osez réclamer ! Si nous vous accordons quelque chose nous ne pourrions plus nous en sortir, nous ne pourrions plus remplir notre mission... » Ce refrain, nous le connaissons bien.

La mystification du travailleur social a mis ce dernier à part des autres ouvriers des secteurs productifs et commerciaux. Ils se sont laissé prendre au jeu, ils se sont coupés du monde ouvrier. C'est grave.

Mais cette attitude change... En 1971, il y a eu le mouvement du 10 mars des travailleurs sociaux, la création du Comité de coordination des animateurs. Ce sont des dates et un tournant.

L'analyse du rôle intégrateur qui est demandé aux travailleurs sociaux est amorcée. La mystification du travailleur social dévoué est dénoncée... Les travailleurs sociaux (...) proclament qu'ils sont des travailleurs comme les autres. Ils sont du monde ouvrier. Ils luttent au sein du mouvement ouvrier.

Leur lutte est politique. Travailleurs sociaux pour qui et pour quoi ? Ils refusent la finalité intégrationniste de leur travail. Ils remontent aux causes et les dénoncent.

Ils sabordent leur profession de ce fait... Ils refusent d'être des atténuateurs de malaise, des guérisseurs de maux. Ils ne veulent pas que leur travail empêche la prise de conscience des travailleurs. Au contraire, ils estiment que leur rôle privilégié est de favoriser cette prise de conscience. (J.M. BRUN, *Foyer, Sucy-en-Brie.*)

Comme pour tout travail, le droit de le faire respecter quand il est menacé est imprescriptible en ce qui concerne le travail social.

L'objet en étant le sujet, ce n'est plus le respect des instruments de travail que doit comporter le droit de grève, mais le respect

ENQUETE

des sujets, c'est-à-dire des personnes et de leurs groupes naturels. (V. GIRARD, *psychiatre, Paris.*)

Si par grève nous entendons information et sensibilisation du public sur le travail social, oui. Dans le but unique de diminuer l'injustice sociale, à la condition de préserver l'individu. (Francis DROAL, *éducateur, Villeneuve-sur-Lot.*)

Je ne souhaite pas la grève. Si cela se fait, que ce soit pour des causes très valables, en respectant les libertés individuelles différentes. (*Anonyme.*)

De nos jours, la grève est une comédie. (J. TONDEAU, *assistante sociale.*)

A cette forme qui revêt souvent un caractère revendicatif, je préfère celle consistant à faire remonter aux autorités responsables des données permettant valablement de prendre conscience des besoins. (Mme VOUDERECHER, *assistante sociale.*)

A mon avis, la grève est un moyen de pression pour les travailleurs sociaux comme pour les autres... Cela dit, il est sans doute plus délicat de ne pas se laisser envahir par la mauvaise conscience lorsqu'on interrompt délibérément une relation d'aide que lorsqu'on interrompt la fabrication d'une machine que l'on est certain de retrouver, la grève finie, telle qu'on l'a laissée au début. (Josette KALMÈS, *assistante sociale, Ivry.*)

La grève actuellement ne semble pas très efficace si les travailleurs sociaux la font, car les clients ne sont pas assez informés et assez formés pour réagir devant cela. Les travailleurs sociaux se trouveraient complètement isolés et finalement les pouvoirs publics nous laisseraient faire, cela ne bloquerait pas la machine économique. (Marie-Noëlle LACAN, *assistante sociale, Châteauroux.*)

Envisageable sans doute, mais difficile à réaliser puisque l'arrêt de travail pénalise directement les usagers du service social. La grève ne peut être faite que pour des motifs très graves, avec le respect des règles déontologiques de la profession qui précisent en particulier que le respect de l'intérêt du client est la première règle de l'assistant du service social. (H. MALOSSANE, *assistante sociale, Vénissieux.*)

La grève ne doit être qu'un pis-aller auquel on a recours quand on a épuisé tous les moyens. Il faut savoir l'utiliser à bon escient, ni trop, ni trop peu. (Mlle CAUCHOIS, *assistante sociale, Vincennes.*)

La grève peut être un moyen d'action par ce qu'elle permet comme prise de conscience au grand public. C'est cependant un

moyen dont il faut se servir avec grande prudence pour que les effets ne se retournent pas contre les « clients ». (B. DELAUNAY, *éducateur spécialisé, Versailles.*)

Grève ? D'accord s'il n'y a pas moyen de faire autrement ; mais comment faire pour que cela gêne l'employeur sans gêner le client ? Par exemple : certaines assistantes sociales de secteur ont abandonné leur secteur pendant trois semaines pour une grève. Elles se sont étonnées, ensuite, de voir qu'une partie de la population s'était retournée vers les bénévoles et avait peu apprécié de n'avoir même pas été avertie. (M. BERNARD, *assistante sociale, Lille.*)

Il est indispensable d'abandonner certaines responsabilités dans certains cas, pour une grève. Si tous les travailleurs sociaux, éducateurs, animateurs et assistantes sociales faisaient grève en même temps, que se passerait-il ? Les enfants ou les personnes dont on s'occupe mangeraient-ils ? auraient-ils leurs soins vitaux ? Peut-on laisser des hommes en difficulté de vie, comme on laisse une machine à l'usine ? Je réponds NON à la grève comme moyen d'action. (Micheline NIVET, *éducatrice spécialisée, Agen.*)

Il est important de noter que, dans la plupart des cas, les personnes qui expriment des réserves fortes ou même un refus net par rapport à la grève ont indiqué que le travail social devait être tenu pour « un métier comme les autres ».

Comme dans les opinions émises sur le bénévolat, n'y a-t-il pas dans l'attitude de nos correspondants par rapport à la grève une sorte de « retour en arrière » qui porte la trace de la conception « charitable » du travail social ?

Dans quelle mesure un travailleur social qui envisage d'aider ses « clients » à prendre en mains leur situation personnelle peut-il faire l'économie d'agir sur la sienne propre ? C'est la question que pose Ginette BOURGERON, assistante sociale, Paris) :

J'ai envie de dire que je suis d'autant plus d'accord avec la grève comme moyen d'action que, très souvent, ne pas faire grève est justement utilisé pour prouver que nous ne sommes pas des travailleurs comme les autres et nous gargariser d'un droit de vie et de mort sur les autres.

Cette opinion est soutenue par d'autres :

La grève est plus qu'un moyen d'action envisageable pour les travailleurs sociaux, c'est un moyen à développer, pour deux raisons : faire aboutir nos revendications, et aider nos clients à prendre conscience que nous sommes aussi des travailleurs et que

ENQUETE

nous nous engageons. (Marie-Nadine HERNANDEZ, *assistante sociale, Châteauroux.*)

Pierre DUPOUY (*conseiller du travail, Paris*) va même plus loin :

La grève des travailleurs sociaux doit être à la pointe du combat, et ses objectifs ultimes ne doivent pas être uniquement quantitatifs (rémunérations, conditions de travail), mais aussi qualitatifs (mode de vie, société, politique)... Pour l'opinion publique, un corps professionnel qui se défend est respectable — même si on le critique — et respecté.

Un certain malaise... (8)

Incompris, mal payé, pris entre deux feux : la mauvaise conscience de faire la charité et le désir de changer « la société », le travailleur social est méconnu des gens « normaux » qui le prennent pour un nouveau prêtre, et incompris de ses clients, dont il voudrait bien être aimé :

Le malaise des travailleurs sociaux me semble avoir plusieurs causes :

— le fait qu'ils sont souvent ressentis par les populations concernées comme les parties prenantes d'une société étrangère, hostile, répressive :

— le fait que la société globale ne reconnaît pas leur travail à sa valeur (salaire, considération, écoute de leurs problèmes) et ne leur fournit pas les instruments d'un travail efficace (nombre, installations, formation continue) :

— le fait qu'eux-mêmes sont souvent tiraillés entre des motivations de type professionnel (et parfois égoïstes) et des motivations altruistes de type individuel (aide, sauvetage, solidarité) ou collectif (transformation de la société, engagement politique). (J. GRAND.)

Pour ma part, le malaise vient du fait que je colmate un peu les brèches de notre société ; en camouflant les besoins de mes clients, je permets à certains de « dormir tranquille ». (Janine DUCHAMP, *assistante sociale.*)

Tous les travailleurs sociaux lucides ont conscience du rôle que leur fait jouer la société. Par ailleurs, ils se rendent bien compte que cette société étant la cause des « inadaptations », il faut détruire cette société pour la remplacer par un ordre plus humain, à la mesure des désirs de l'individu et de la collectivité. (F.H.A.R. ¹)

1. Front homosexuel d'action révolutionnaire.

Les travailleurs sociaux savent-ils pourquoi ils travaillent ? Quelle est la philosophie de leur action ? Quel choix personnel ils ont fait ? (Jean-Claude MARZIN, *animateur socio-culturel*.)

Les principales raisons du malaise des travailleurs sociaux :

- servir à cacher les carences d'une société,
- être cantonné dans l'individuel,
- ne pas avoir de niveau universitaire. (*Anonyme*.)

Quelques rares éducateurs, cependant, voient dans l'abandon des valeurs d'aide et de gratuité la raison du malaise du travailleur social :

Dans un monde où l'individualisme, la facilité, le refus de l'effort sont monnaie courante, le travailleur social cherche à faire réagir contre ces tendances. Si bien que des incompréhensions fondamentales se font sentir ; quand on lui parle rendements, résultats, le travailleur social répond en termes de prise de conscience, d'approfondissement... Tout cela contribue à créer un malaise qui fait qu'on ne prend pas toujours au sérieux celui dont le but n'est ni la vérité ni la productivité. (André IVAL, *Fécamp*.)

Enfin, les frictions entre jeunes et « anciens », dues à des différences de formation, paraissent être localement des causes de désagréments pénibles :

Les jeunes ont du mal à accepter le paternalisme des anciens, les anciens n'acceptent pas les manières désinvoltes des jeunes. (Geneviève ROUX, *assistante sociale, Bordeaux*.)

Tant que d'autres insistent sur l'anxiété permanente qui naît de leur métier même :

On travaille sur la matière humaine impossible à « normaliser », définir, structurer. Notre travail nous oblige en permanence à nous « normaliser », définir, structurer. Notre travail nous oblige en permanence à nous poser le pourquoi de l'humanité et de l'homme, d'où anxiété permanente. (Ph. DESTOMBES, *Le Thor*.)

Les situations des clients déclenchent en nous des sentiments de crainte, d'angoisse parfois. Seul, nous ne pouvons pas contrôler facilement nos contre-transferts. (Marcelle JAOUEN, *assistante sociale*.)

Enfin Pierre DUPOUY pose le problème à la fois globalement et personnellement :

Peu de travailleurs sociaux apparaissent comme épanouis, heureux de vivre. Bourrés de problèmes, anxieux, tendus, dépressifs, agressifs, ils sont généralement déçus. Pourquoi ?

ENQUETE

— Ils portent le fardeau de la société. Celle-ci a des remords. La société, ce monstre multiforme, longtemps invisible, apparaît avec l'urbanisation et la révolution, les classes sociales et ses luttes, avec le progrès (augmentation plutôt qu'amélioration). Il y a des laissés pour compte, des abandonnés. Les religions qui autrefois s'adressaient à la partie malheureuse et inquiète de l'individu n'ont pas suffi. On a donc créé des « ministres de la misère » : les travailleurs sociaux. Du même coup, la société ne perd pas sa bonne conscience. Rien d'étonnant à ce que les travailleurs sociaux soient au départ mal dans leur peau. Ils sont un alibi.

— Ils savent beaucoup de choses. Ils savent pourquoi ça ne va pas ici ou là. Ils savent que si le jeune Toto n'a pas de travail à 19 ans et qu'il traîne dans la rue, c'est parce qu'il y est plus heureux que chez lui... parce que ses parents ne s'entendent pas. Ils savent que si ses parents ne s'entendent pas c'est parce qu'ils ont un logement de deux pièces alors qu'il en faudrait un de cinq. Ils savent que s'ils n'ont pas de logement suffisant c'est parce que il y a une crise du logement qui traîne... et aussi parce que ces braves gens n'ont aucune énergie. Père au chômage six mois sur douze. Mère harassée. Ils savent que si ces parents sont dans cette situation, c'est parce qu'à la campagne où ils étaient il n'y avait plus de travail, etc. Ils savent beaucoup de choses, mais ils n'y peuvent rien. Parce que c'est du passé, c'est une donnée. Ils ont le sentiment de leur inutilité, de la vanité de leurs efforts.

Qui t'a fait travailleur social ? (2, 3, 5)

Infiniment peu de nos correspondants ont le sentiment de répondre à la demande d'une « clientèle » (beaucoup refusent ce terme commercial). C'est la société qui détermine leur rôle et fixe le contenu et les limites de leur travail. La plupart pensent que c'est dans son intérêt propre, et non dans celui des « laissés pour compte ».

Cela dit, quelle est cette société ? A travers les questionnaires, c'est une sorte de mauvaise mère ectoplasmique et omnipotente, insaisissable et définitivement perverse. Bien peu — à vrai dire presque pas — de nos correspondants cherchent à en définir la nature, les forces, les luttes. Il n'est question ni de classes, ni d'intérêts privés, ni de groupes de pression. Simplement d'une structure, d'un système qui produit, secrète, excrète des inadaptés et des réadapteurs.

On répond à une demande de la société qui a excrété des éducateurs, des assistantes sociales, des psychologues, même si elle ne sait pas exactement ce qu'elle fait en payant tout cela. Si on

demande à tous ces gens d'intervenir, c'est dans le sens d'écartier les déviants, de protéger la société « normale » contre eux. (Bernard FAUVERGUE, *éducateur, Meaux.*)

On ne répond pas à une demande, on tente de recoller des morceaux que la société fabrique et que nous, personnellement, on ne supporte pas. (Ph. DESTOMBES, *éducateur, Le Thor.*)

A mon avis, on répond à la demande, et de la clientèle, et de la société. La société créant ses « déviants », elle demande de les réintégrer, et les déviants eux-mêmes demandent une certaine intégration. (Sylvie LEFEBVRE-GRAVE, *éducatrice, Paris.*)

Nous répondons à une demande de la société en général : au niveau des débiles : les cacher, les interner, mais aussi les garder et les soigner (réassurance). (M. et Mme BLOUET, *psychologues, Paris.*)

Le travail social répond à une demande de la société : le client ne consulte qu'éventuellement pour son symptôme, c'est la société qui secrète des conditions de vie telles que le travail social est nécessaire. (*Un groupe d'assistantes sociales, Paris.*)

J'ai le sentiment que la demande de la société à mon égard est celle-ci : « Essayez, si vous le pouvez encore, de combler les trous laissés par un milieu trop pauvre, un apport éducatif et culturel insuffisant ou peu conforme à celui que l'on désire ; essayez, s'il en est encore temps, d'éviter que l'on fasse de ces enfants des déviants, soignez suffisamment les plaies pour qu'ils arrivent à trouver une petite place dans notre société, qu'ils s'y intègrent assez bien pour ne pas nous reprocher d'une façon ou d'une autre d'avoir été lésés. » (Marie-Jeanne BOURREAU, *psychologue, Bordeaux.*)

Parfois je me dis que je donne bonne conscience à la société, et par suite, au lieu de servir la clientèle, je lui fais tort et la mets de plus en plus en dépendance. (A. PERRAS, *animateur socio-culturel, Rennes.*)

Le travailleur social répond bien à certains besoins d'individus, mais pour servir des structures, afin qu'elles conservent un certain équilibre. (J.-M. BRUN, *Foyer, Sucy en Brie.*)

Dans quel but répondre à cette demande sociale ambiguë, pour ne pas dire pervertie ?

Notre action a pour but, bien entendu, d'intégrer cette clientèle dans le monde ambiant, quel que soit notre jugement sur ce monde — ce n'est pas là la moindre de nos contradictions internes. Elle a pour but, dans son principe, d'en faire des êtres

ENQUETE

« majeurs », ayant prise sur le monde ambiant. Ma très modeste expérience me montre que la pression de la société est si forte et les ressources de l'individu généralement si limitées que cette « majoration » se transforme généralement en absorption. Faut-il parler d'un métier voué à l'échec ou d'un apostolat ? (Luc BOYON, animateur socio-culturel, Le Havre.)

Notre action a pour but essentiel d'établir un pont, ou plus exactement de permettre aux jeunes de rencontrer au moins une fois dans leur vie un adulte qui ne fera pas de cinéma, ne les trahira pas. (L.J., éducateur, Paris.)

Notre travail a pour but d'adapter l'individu à la société, et réciproquement. (*Un groupe d'assistantes sociales, Haute-Loire.*)

[Mon but est] l'amélioration de la clientèle, et, partant, sa meilleure intégration à la société. (Mme L. CHOLLEY, assistante sociale, Apt.)

Le but recherché est l'augmentation de la tolérance réciproque du sujet et des milieux ambiants. (A.M. BOUTIN, assistante sociale, Poitiers.)

...répondre aux besoins, mais aussi améliorer les conditions de vie et les structures. (F. CHAMEROY, assistante sociale, Avignon.)

Ma tâche a un double but : assister mes « usagers », les faire s'améliorer jusqu'à ce qu'ils s'assistent eux-mêmes et, d'autre part, faire en sorte que la société s'améliore et qu'elle constate que mes « usagers » ne sont pas les miens mais les siens avant tout, et que je ne suis personnellement et momentanément, de par mes fonctions, qu'un peu d'huile dans les engrenages.

A la fin du processus ainsi décrit, le pont étant établi, la circulation se fera par une autorégulation : automobiles-autoroute (citoyens-société). Mais il paraît évident que si le pont peut être créé, la circulation, elle, sera toujours à améliorer, et que pour la régler un « agent » sera toujours nécessaire. Cet agent peut être un travailleur social. (José DHERS, animateur socio-culturel.)

Qu'il s'agisse du malaise de la profession, de sa crise d'identité, de la demande sociale qui s'adresse à elle, le coupable est unanimement désigné : la société. Mais quelle société ? La société capitaliste ? La société bloquée ? La société occidentale ? La société de consommation ?

Qui, dans cette société, a intérêt à ce que le travail social soit ce qu'il est ? Qui a besoin pour réaliser son projet qu'il existe des inadaptés, des laissés pour compte, des sous-prolétaires ? Qui empêche que les usagers du travail social aient droit de cité ? Quels

mécanismes sociaux aboutissent à l'assistance ou à l'exclusion ? Pourquoi n'êtes-vous pas un client du travail social, et pourquoi votre voisin l'est-il ?

Autant de questions — et mille autres encore — qui restent sans réponse à la lecture des textes que nous avons reçus.

Mais les travailleurs sociaux eux-mêmes, où sont leurs responsabilités ? Suivons la logique du raisonnement de certains de nos correspondants : la société produit des inadaptés parce qu'elle est mal faite. Pour se donner bonne conscience, elle produit aussi des travailleurs sociaux pour arrondir les angles. Mais tant que la société ne sera pas différente, meilleure, les travailleurs sociaux ne seront que l'alibi de la société. Au bout de ce raisonnement, on ne peut que conclure qu'une bonne société serait une société où il n'y aurait pas de travailleurs sociaux.

Peut-on à la fois revendiquer l'extension, l'amélioration et parfois même la sacralisation du travail social, et en même temps sa disparition ?

II

TRAVAIL SOCIAL ET POLITIQUE

Nous avons regroupé les questions concernant ce thème en deux séries 9, 11, 12 (les rapports du travail social et de l'action politique), et 10, 13 (l'action collective en milieu marginal). Il est clair cependant que l'ensemble de la seconde et de la troisième parties de notre questionnaire nous renseigne sur l'image que se font nos correspondants des rapports entre le travail social et la politique.

Un petit nombre d'entre eux refuse toute dimension politique à leur métier, et tout recours à une organisation :

Je ne pense pas que le travail social ait sa place dans la politique. Son essence est d'être neutre, et de respecter toutes les opinions ; il ne veut pas, par là même, s'engager. Il ne me paraît pas véritablement constructif d'avoir recours aux syndicats et à la politique. (J. RONDEAU, Assistante sociale.)

Mais la majorité de nos correspondants affirme l'importance politique du travail social. Ils constatent d'abord que leur métier les met en contact avec ceux qui ont le plus de difficultés — et de tous ordres. Les travailleurs sociaux sont « là où ça va mal » dans la société. Leurs informations sont directes et vécues. Ils ne veulent pas seulement soigner, ou intervenir sur les effets, mais bien aussi sur les causes. Cependant, ils ont de cette intervention sur les

ENQUETE

causes de l'inadaptation des conceptions différentes : conseiller ou dénoncer, telle semble être l'alternative pour le plus grand nombre. Conseiller, c'est informer les pouvoirs publics, être associé à leurs décisions, participer en tant que professionnel, en tant que travailleur social, aux choix politiques :

L'importance politique de notre action ne se comprend que dans l'amélioration de la société, partant de la famille jusqu'aux institutions. (Mlle JACQUEMIN, *assistante sociale, Lyon.*)

L'importance politique du travailleur social est due à la position souvent intermédiaire du travail social entre les structures administratives et les usagers... Le service social devrait jouer un rôle consultatif auprès des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'action sociale. (*Ensemble d'assistantes sociales, Lyon.*)

Le service social devrait aider la prise de conscience des gens et avoir les moyens d'informer les services. (Mme PETITJEAN, *assistante sociale, Le Havre.*)

Le travailleur social doit pouvoir dégager les besoins réels de la population en faisant des études objectives sur leur budget annuel, par exemple. En dégagant les aspects dominants de ces besoins, les pouvoirs publics pourraient mieux satisfaire la population. (Marcelle JAOUEN, *assistante sociale.*)

Le travailleur social est bien placé pour évaluer les manques qui pourraient être couverts par des mesures politiques... De plus cela fait partie du travail social que d'aider les groupes et les communautés à prendre conscience de *leurs* besoins, de les exprimer, et de chercher les moyens d'y répondre.

Le travailleur social... doit pouvoir être entendu comme un des révélateurs des besoins par les organes syndicaux et politiques. (Josette KALMES, *assistante sociale, Ivry.*)

Les rapports du travail social avec l'action syndicale, avec la politique et les partis, ainsi que le gouvernement seraient de faire passer les informations aux travailleurs sociaux. (Mlle MONTMARTIN, *assistante sociale, Vienne.*)

La politique devrait penser plus souvent à s'adresser aux travailleurs sociaux : leur demander de participer à des enquêtes statistiques, et tenir compte des comptes rendus établis et des souhaits formulés. (Mlle REYNARD, *assistante sociale, Avignon.*)

Le rôle du travail social... est d'éveiller, d'alerter sur les inégalités et les différences, etc. Le rapport avec le pouvoir politique et les syndicats serait surtout dans un rôle d'information et de proposition. Les propositions faites à partir de dossiers bien étudiés permettraient

d'élaborer des décisions raisonnables et adaptées à la réalité. (M. l'abbé F. HAUMESSER, *Strasbourg.*)

Je souhaite une participation hiérarchique d'abord, sans exclure qu'il y ait d'autres voies. (Paule THIOLLÈRE *Anonnay.*)

Des rapports d'influence sont possibles, mais l'engagement personnel (est) privé. (Mlles GAUTHIER et PASQUIER, *assistantes sociales, Grenoble.*)

[Les rapports du travailleur social avec les partis, le gouvernement et les syndicats pourraient être] l'élaboration de programmes précis — de solutions concrètes — tant sur le plan local ou national que sur celui des catégories. La publicité de ces solutions auprès du grand public, des pouvoirs publics, par l'entremise de partis politiques et des syndicats. (*Anonyme.*)

Le service social devrait jouer un rôle consultatif auprès des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'action sociale. (Mme VANEL, *assistante sociale, Rhône.*)

Cette hypothèse et ce souhait d'une collaboration possible entre travailleurs sociaux et gouvernement ne sont pas ceux de tous nos correspondants. Certains d'entre eux considèrent que si leur métier a une importance politique, ce n'est pas parce qu'il peut collaborer avec le pouvoir, mais parce que le pouvoir le manipule.

Je pense qu'en adaptant les personnes à la société [le travail social] sert le système. (Katia TABOURET, *L'Isle s/Orge.*)

Aménager la déficience, ou l'inadaptation, c'est lui reconnaître un statut, donc ratifier les conditions qui lui ont donné naissance. Or ce sont ces dernières qu'il s'agit de combattre. (D. JULIEN, *éducateur.*)

L'idéologie actuelle utilise les techniques de travail social pour démobiliser d'un point de vue politique les gens concernés. (*Groupe d'assistantes sociales, Paris.*)

Actuellement le travail social a une importance politique dans la mesure où il soutient le régime en colmatant les brèches sans rechercher les raisons profondes. (Mlle C. ROGER, *assistante sociale, Paris.*)

Devant cette fonction de « camouflage » que remplit le travail social, que faire ? Dénoncer :

Au niveau des hommes, le travailleur social qui, par hypothèse, est en rapport quotidien avec des marginaux, se trouve à un poste

ENQUETE

privilegié pour dénoncer les inégalités sociales, les différences de traitement, l'exploitation de classe, le dogme de la propriété... et, par suite, révéler concrètement les contradictions internes d'un système politico-économique. (J.L., *éducateur, Paris.*)

Le service social a une importance politique puisqu'il est voulu comme réducteur de conflits et instrument d'adaptabilité. Ses limites sont celles du pouvoir : le travail social, consciemment ou non, est au service du pouvoir politique, économique et social, ou s'y oppose.

Le travailleur social ne se situe pas aux leviers de commande, mais il a accès à une somme d'informations qui, si elles sont judicieusement utilisées dans l'action, peuvent être déterminantes dans un changement. (Th. ADAM, *Professeur assistant de pédagogie, Genève.*)

Le travail social a une très grande importance car nous pouvons : soit aider les gens à supporter patiemment les injustices dont ils sont les victimes, soit les aider à mieux prendre conscience de ces injustices, et des moyens en leur pouvoir pour lutter contre. (E. LESAFFRE, *assistante sociale, Eure.*)

Le travail social permet de colmater les grosses brèches, et cela évite certains scandales. Ce qui n'est nullement satisfaisant pour le travailleur social, qui préférerait que les marginaux s'unissent et fassent scandale face à une société trop comblée... Le travailleur social voit l'extrême misère et l'extrême bien-être. (Mlle BELLANGER, *assistante sociale.*)

« Permettre au client de prendre conscience. » Cette expression est souvent utilisée sans qu'il soit toujours possible de saisir l'objet de la prise de conscience souhaitée. Dans certains cas cependant, il est nettement indiqué qu'il s'agit d'amener le client à se percevoir comme être social, solidaire de ceux qui ont les mêmes difficultés que lui.

Dans la mesure où le travail social permet à l'homme de grandir, de se promouvoir, d'accéder à une plus haute conscience de ses responsabilités, il conduit celui-ci presque ipso facto à un engagement politique (réserve faite des limites des individus). (A.M. BOUTIN, *assistante sociale, Poitiers.*)

Si le travail social est destiné à panser les plaies, à atténuer les velléités de contestation, il sert un système, il devient un rouage répressif. S'il contribue à une prise de conscience des individus et des groupes, et s'il permet la communication, le dialogue entre eux et la société, communication pouvant aller jusqu'à l'affrontement,

il participe à la transformation du système, il joue également un rôle politique. (J.P. FLORENT, *assistante sociale, Châteauroux.*)

Le travail social a une grande importance politique, alors même que cet aspect n'est pas reconnu et exploité par la plupart. En s'intéressant au champ des déviances, des inadaptations ou des pathologies, le travail social fait en effet le procès de la société qui les engendre ; à partir de cette analyse, le travail social peut se donner les moyens de combattre certaines conditions qui ont fait naître certaines inégalités sociales. Bien plus, le véritable rôle révolutionnaire du travailleur social est d'amener le « faible » ou l'anormal à prendre conscience des conditions sociales qui ont fait qu'il est ainsi... A mon avis aucune limite ne pourrait entraver les visées d'un travailleur social qui se voudrait vraiment révolutionnaire. (Didier JULIEN, *éducateur, Paris.*)

Nous demandions d'ailleurs à nos correspondants leur opinion sur « les tentatives pour transformer le travail social en une action visant à la fois à répondre aux besoins matériels précis d'une population marginale et à favoriser son organisation et sa prise de conscience politique. »

Certains d'entre eux nous font d'abord remarquer que le travailleur social n'est pas nécessairement en contact avec des marginaux, ni surtout avec des groupes. Les opinions qui s'expriment ensuite sur ces tentatives reproduisent bien le clivage entre les travailleurs sociaux qui veulent collaborer avec les pouvoirs publics et ceux qui veulent que leurs clients récupèrent leur qualité de sujets et d'acteurs politiques. Le groupe des premiers est très homogène : ils pensent que ceux qui constituent la clientèle du travailleur social ne sont pas en état de s'organiser eux-mêmes pour exprimer leurs propres besoins et en obtenir la satisfaction (question 13). Curieusement, les réserves faites quand à une action permettant aux marginaux de s'organiser le sont au nom de la liberté de penser et d'agir de la personne :

*Si ce travail existe, il n'est pas sans danger, car il n'est pas sûr qu'il respecte la liberté de la personne, pensée et décision... il engendre des risques de manipulations. (H. MALOSSANE, *assistante sociale, Vénissieux.*)*

Je ne sais pas si cela existe, mais si cela est, c'est dénaturer le service social qui n'a pas essentiellement pour but de répondre à des problèmes matériels, mais va bien au-delà. Quant à la prise de conscience politique, elle ne doit pas être la visée du travailleur social, qui s'arrête à la prise de conscience tout court de son client. (J. RONDEAU.)

ENQUETE

Un grand nombre de ceux qui voyaient dans le travailleur social un « réducteur de conflits » prennent fait et cause pour une action favorisant l'organisation de ceux qui ont des difficultés semblables. Il ne s'agit pas de les pousser à militer dans telle ou telle structure, mais de les amener à une conscience de solidarité.

Nous avons trois catégories de clients :

— ceux qui ont besoin d'une information,

— ceux qui ont besoin d'une aide pour pouvoir prendre eux-mêmes leur propre responsabilité,

— ceux pour lesquels il faut agir, en les préparant à devenir autonomes, parce qu'ils sont tellement traumatisés qu'ils sont incapables provisoirement de prendre leurs responsabilités, comme ils en ont l'habitude. (M. BERNARD, *assistante sociale, Lille.*)

Je pense que de telles tentatives se justifient par les buts qu'elles se proposent, et qu'elles vont se développer de plus en plus... Nous en sommes encore à l'ère expérimentale. (D. JULIEN, *éducateur, Paris.*)

C'est la définition la plus satisfaisante du travail social. (J.P. FLORENT, *assistant social, Châteauroux.*)

[Les marginaux] sont encore — semble-t-il — trop murés dans leurs problèmes personnels (agressivité, besoin de revalorisation au détriment du voisin perçu comme « minable ») pour que la solidarité joue pleinement et qu'une prise de conscience politique se fasse individuellement, mais surtout collectivement.

[Il faudrait] pallier l'action encore trop individuelle par des actions plus communautaires, provoquer la conscience de solidarité, l'identification à une couche sociale. L'action sociale pourrait être alors un préalable, sur un plan de travail collectif, à une reconnaissance politique. (M. DARTIGUENAVE, *Rennes.*)

Nous estimons que c'est l'idéal (...) Nous estimons que le plus grand obstacle à cet idéal provient d'abord des travailleurs sociaux eux-mêmes. (*Un groupe d'assistantes sociales belges.*)

Des partisans de ce type d'action en énumèrent les dangers :

Deux risques sont à prendre en considération :

1) Utiliser les marginaux sous couleur d'une prise de conscience politique, sinon en qualité de mercenaires, du moins comme fantassins de l'action, alors qu'il s'agit de personnes dont la condition est très vulnérable, et qui risquent de trinquer à la place des autres, ou, en tout cas, seuls.